



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Thomson

Question écrite n° 49587

Texte de la question

M. Christian Bataille expose à M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications que, dans la plus grande discrétion, le Journal officiel du 27 février 1997 a publié un décret signé la veille par le Premier ministre qui relance la privatisation de Thomson SA. Ce décret abroge le premier plan du Gouvernement, rejeté par la commission de privatisation dans les conditions que l'on sait, et « décide de procéder au transfert par étapes du secteur public au secteur privé de Thomson SA », avec pour première étape « le transfert au secteur privé de la participation majoritaire détenue par Thomson SA dans le capital de Thomson CSF ». Le 29 octobre 1996, M. le Premier ministre s'était cependant engagé devant l'Assemblée nationale : « Une fois cet avis connu et quel que soit son contenu, je demanderai à ce que soit organisé à l'Assemblée nationale un grand débat public sur tous les aspects de ce dossier - financiers, industriels et sociaux - de façon à ce que l'on joue cartes sur table ». Qu'est devenu cette promesse ? Le décret no 97-172 du 26 février fait-il à ce point litte des engagements du Gouvernement que le principe de ce débat est abandonné ? Il lui demande quelles décisions le Gouvernement entend prendre pour montrer quel cas il fait du Parlement et surtout quelle est la marge qui sépare ses paroles de ses actes.

Données clés

Auteur : [M. Bataille Christian](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 49587

Rubrique : Matériels électriques et électroniques

Ministère interrogé : industrie, poste et télécommunications

Ministère attributaire : industrie, poste et télécommunications

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 mars 1997, page 1296